



CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

Des signaux positifs, qui demandent à être consolidés

Au 2^{ème} trimestre 2025, l'indicateur du climat des affaires (ICA)¹ surprend positivement et atteint 104 points, soit une progression de 3 points sur un trimestre, ce qui confirme que le contexte général a cessé de se dégrader.

Après une fin d'année 2024 marquée par des tensions autour de la vie chère, l'économie martiniquaise affiche une trajectoire plus favorable en 2025. Les chefs d'entreprise interrogés dressent le bilan d'un trimestre globalement meilleur qu'anticipé.

Ce redressement de la confiance s'appuie notamment sur une consommation des ménages bien orientée et un contexte de repli de l'inflation et de détente des taux d'intérêt. L'investissement affiche également une dynamique plutôt favorable.

Les prévisions pour le trimestre à venir s'améliorent, sans pour autant indiquer, pour l'heure, une embellie générale. L'hétérogénéité entre les secteurs d'activité est particulièrement marquée et plusieurs faiblesses demeurent, notamment sur le marché de l'emploi et sur les défaillances d'entreprises.

Un rebond surprenant de l'indicateur du climat des affaires

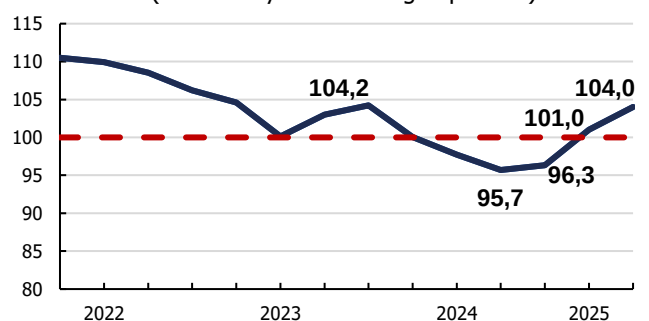
Après une fin d'année 2024 marquée par le mouvement social contre la vie chère, la situation s'est normalisée au premier semestre 2025. Cela se traduit par un ICA qui atteint 104 points au deuxième trimestre, soit une augmentation inattendue de trois points par rapport au trimestre précédent.

Cette hausse s'explique par des anticipations un peu plus favorables pour le trimestre à venir, mais également par un trimestre de meilleur facture qu'attendu.

Cette progression du climat des affaires est principalement portée par l'amélioration des soldes d'opinion relatifs à la trésorerie, tant passée que prévue, dont l'orientation était négative ces derniers mois. On observe également une progression des effectifs déclarés pour ce trimestre, ce qui contribue positivement à l'ICA, malgré des prévisions moins favorables pour le troisième trimestre.

Cette progression de l'ICA s'inscrit néanmoins dans un contexte où l'activité reste globalement en retrait.

Indicateur du climat des affaires
(100 = moyenne de longue période)



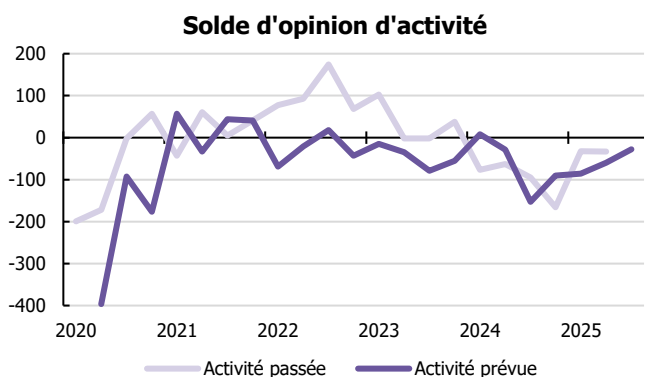
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

©IEDOM

¹ Pour appréhender l'évolution de la conjoncture, L'IEDOM réalise chaque trimestre une enquête auprès d'un échantillon représentatif de plus d'une centaine d'entreprises employant au total plus de 7 000 salariés.

L'activité cesse de se détériorer

Après une forte détérioration de l'activité des entreprises suite au mouvement social de la fin d'année 2024, les soldes d'opinion sur l'activité passée de ce premier semestre 2025 ont cessé de se dégrader, sans pour autant exprimer une croissance positive. Ce constat est corroboré par la baisse du volume d'heures rémunérées, indicateur concret de l'activité des entreprises. Celui-ci recule de 1,4 % et de 1,7 % aux mois d'avril et de mai par rapport aux mêmes mois de l'année précédente. Les chefs d'entreprises prévoient une reprise très progressive de leur activité, avec un solde d'opinion sur l'activité future qui se rapproche de sa moyenne de longue période.



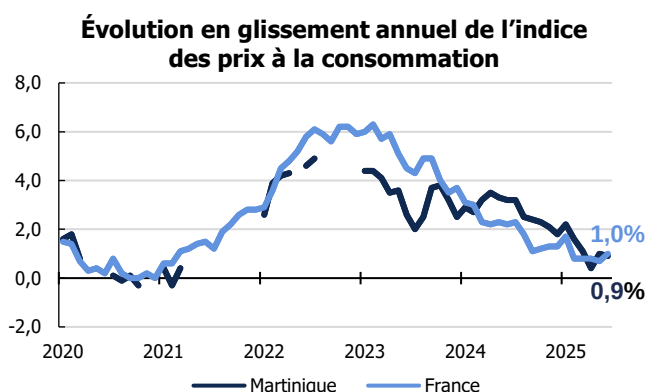
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

©IEDOM

L'inflation continue de se replier

Les prix à la consommation affichent un léger recul entre mars et juin 2025 (-0,3 %). Les prix de l'alimentation sont en baisse de 0,1 %, ceux de l'énergie et des services également, de respectivement 1,9 % et 0,3 %. Les prix des produits manufacturés sont stables entre mars et juin 2025.

En glissement annuel, l'inflation est passée de 1,1 % en mars 2025 à 0,9 % en juin 2025, un niveau légèrement inférieur à celui de la France entière (+1,0 %). Les prix sont en hausse de 1,1 % pour l'alimentation, de 0,4 % pour les produits manufacturés, de 2,6 % pour les services et diminuent de 7,0 % pour l'énergie.



Source : Insee

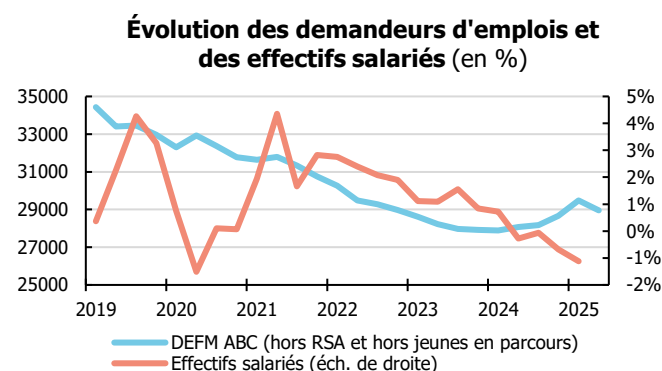
©IEDOM

² Les données relatives aux demandeurs d'emploi présentées ici ne tiennent pas compte des demandeurs d'emploi allocataires du RSA et des jeunes en parcours, ce qui permet d'offrir un éclairage pertinent sur les évolutions conjoncturelles suite à la mise en œuvre récente de la loi pour le plein emploi. Les chiffres présentés dans les annexes statistiques considèrent la totalité des demandeurs d'emplois, ce qui peut entraîner des différences dans les chiffres présentés.

Un marché de l'emploi fragilisé

Les effectifs de l'emploi salarié affichent une baisse de 0,3 % au premier trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent (-0,5 % pour le secteur privé et - 0,1 % pour le secteur public) et de 1,1 % par rapport au premier trimestre 2024.

S'agissant du marché du travail, les chiffres sur les demandeurs d'emploi hors RSA et jeunes en parcours révèlent une baisse des demandeurs d'emploi de catégorie A de 3,7 % (CVS) par rapport au premier trimestre 2025 (+4,7 % CVS en évolution annuelle), et ce, suite à une augmentation de 4,7 % au trimestre précédent. De la même façon, les demandes d'emploi pour les catégories A, B et C sont en baisse de 1,8 % CVS².



Sources : Dares, Insee

©IEDOM

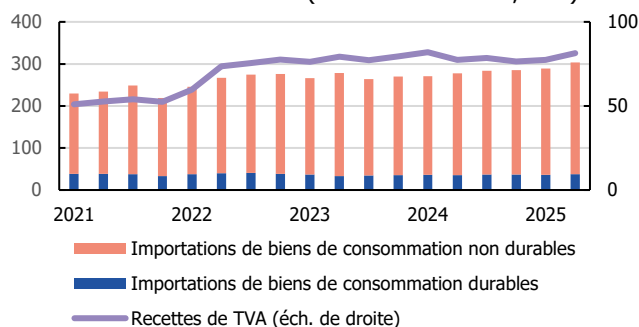
Les soldes d'opinion sur les effectifs envoient, pour l'heure, des signaux plus favorables que l'évolution réelle du marché de l'emploi actuel. Les prévisions pour le trimestre à venir sont en revanche moins bien orientées.

Une consommation des ménages dynamique

Dans ce contexte d'inflation limitée, la progression simultanée des recettes de TVA (+5,3 % CVS) et des importations de biens de consommation durables (+4,5 % CVS) et non durables (+4,8 % CVS) reflète un dynamisme de la consommation des ménages ce trimestre. En revanche, les ventes de véhicules aux particuliers affichent une légère baisse sur le trimestre (- 0,9 % CVS).

Concernant le secteur du commerce, les chefs d'entreprises se montrent moins pessimistes qu'auparavant, comme en témoignent les soldes d'opinion. L'activité (passée et à venir) reste dégradée, mais de manière nettement moins marquée.

Importations de biens de consommation et recettes fiscales (en millions d'euros, CVS)



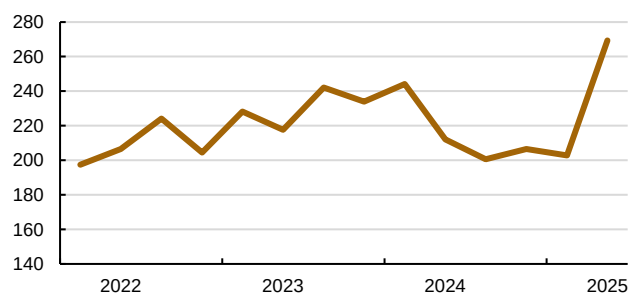
Les indicateurs de vulnérabilité financière des ménages demeurent globalement stables ce trimestre. Le nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement n'enregistre que de faibles variations par rapport au trimestre précédent (+0,6 %), bien qu'en augmentation sur l'année (+15,4 %). Les incidents de paiements sur les crédits accordés aux particuliers sont quant à eux légèrement plus nombreux (+2,7 % sur le trimestre et +2,0 % sur l'année). Les nombres de retraits de carte bancaire (-0,7 %), d'incidents sur chèques (-1,6 %), et de personnes en situation d'interdiction bancaire (-2,0 %) sont favorablement orientés.

Une dynamique favorable d'investissement

Au deuxième trimestre 2025, la dynamique d'investissement semble plus favorable avec une nette progression des importations de biens d'investissement (+32,8 % CVS sur le trimestre).

Ces biens d'investissement sont principalement consacrés à la fabrication de machines et d'équipements (matériel de levage et de manutention) ainsi qu'à la fabrication de matériels de transport, qui sont en partie dédiés aux travaux du grand port maritime de la Martinique.

Importations de biens d'investissement (CVS, en millions d'euros)



Les encours de crédits à l'investissement des entreprises restent stables entre le premier et le deuxième trimestre.

Les prévisions d'investissement, mesurées par les soldes d'opinion, sont pessimistes dans les secteurs de l'industrie et du commerce. Elles sont plus favorables dans les secteurs primaire et agroalimentaires, dans l'hôtellerie/tourisme, et dans les services.

Bien que stable par rapport au trimestre précédent, le nombre d'entreprises en défaillance augmente de 8,8 % en cumul sur l'année par rapport au premier semestre 2024 et s'établit à 472. Cette hausse s'explique principalement par les défaillances d'entreprises du secteur du tourisme, qui ont plus que doublé sur l'année.

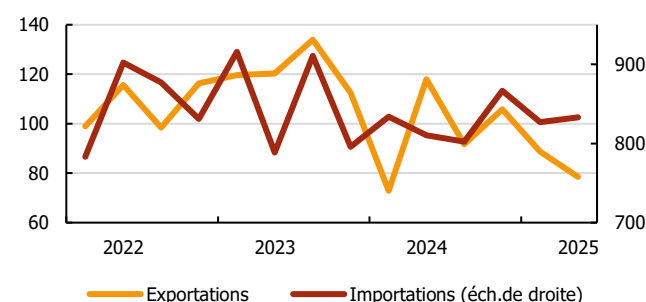
Dans l'enquête de conjoncture, environ 10 % des entreprises de l'échantillon redoutent une défaillance dans les douze prochains mois. Ce chiffre, bien que révélateur des difficultés que peuvent rencontrer certaines entreprises pour maintenir ou développer des projets d'investissement, reste stable malgré les événements de la fin de l'année 2024.

Une hausse sensible des importations

Le déficit commercial hors produits pétroliers, plutôt stable le trimestre dernier, se creuse en ce second trimestre 2025 (+10,1 % CVS). Cette détérioration est principalement attribuable à une augmentation significative des importations (+9,5 % CVS, hors produits pétroliers). En parallèle, les exportations hors produits pétroliers augmentent dans une moindre mesure de 1,9 % (CVS) avec une hausse des exportations de produits agricoles dont les bananes (+18,7 % CVS), et d'équipements mécaniques et matériel électrique, électronique (+26,6 % CVS).

Les échanges de produits pétroliers enregistrent de fortes baisses, à la fois des importations (-33,7 % CVS) et des exportations (-54,8 % CVS).

Échanges extérieurs (hors services) (CVS, en millions d'euros)



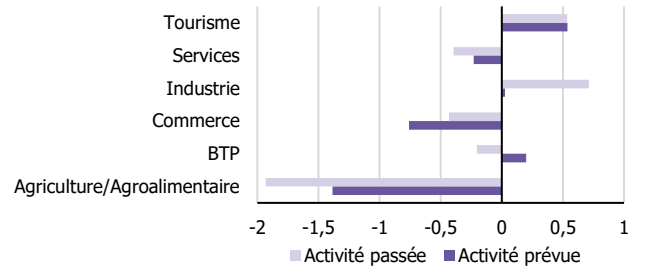
Une activité dégradée dans une majorité de secteurs

Les soldes d'opinion sur l'activité de ce deuxième trimestre 2025 s'améliorent pour la majorité des secteurs d'activité (par rapport au 1^{er} trimestre), bien que ceux-ci restent majoritairement en territoire négatif. Les soldes d'opinions sur l'activité sont particulièrement dégradés pour les entreprises du secteur agricole et agroalimentaire et dans une moindre mesure pour le secteur du commerce. En revanche, les chefs d'entreprises opérant dans le secteur du tourisme déclarent une activité en progression.

Concernant les prévisions d'activité pour le troisième trimestre 2025, les soldes d'opinion suggèrent des anticipations plutôt pessimistes des chefs d'entreprises des secteurs agricole et agroalimentaire, du commerce et des services. Les soldes d'opinion du BTP et du tourisme

demeurent positifs sur l'activité à venir tandis qu'ils sont relativement stables pour l'industrie.

Soldes d'opinion sur l'activité passée et prévue par secteur d'activité



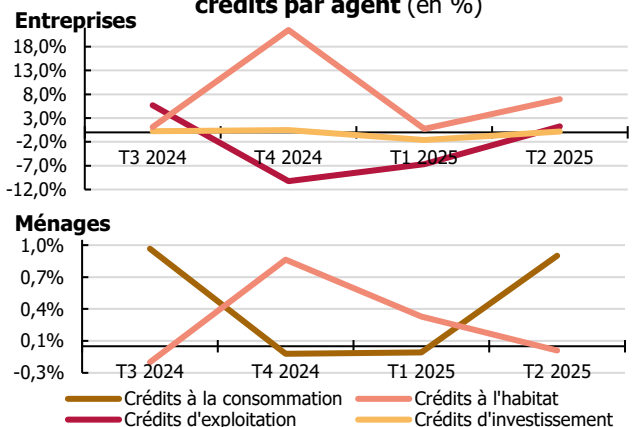
Une activité bancaire en demi-teinte, reflet de la conjoncture économique³

Des encours de crédits en progression

L'évolution des encours de crédits s'inscrit dans un contexte où la BCE a procédé à un desserrement graduel des conditions monétaires à compter de juin 2024. Ce desserrement a permis une diminution du coût des nouveaux crédits accordés aux entreprises et aux ménages. Ainsi, les ménages bénéficient d'une détente sur le taux moyen des crédits à la consommation qui s'établit à 6,01 % en avril 2025, soit -12 points de base – pnb – entre janvier et avril 2025, et -23 pnb sur un an. Le taux moyen des crédits à l'habitat demeure stable à 3,26 %. Du côté des entreprises, le taux moyen des crédits à l'équipement se replie et s'établit à 4,29 % (-15 pnb entre janvier et avril 2025, et -102 pnb sur un an).

Bien que stable sur le premier semestre 2025, l'encours sain total de crédits progresse de 1,1 % pour les entreprises et de 0,3 % pour les ménages ce trimestre, soit une hausse de 0,5 % de l'encours sain total. Cette augmentation est principalement portée par les encours de crédits à la consommation des ménages (+0,9 %), ainsi que les crédits d'exploitation (+1,2 %) et les crédits à l'habitat (+7,0 %) des entreprises.

Évolution trimestrielle des encours de crédits par agent (en %)



Concernant les collectivités locales, les crédits d'exploitation ont plus que doublé ce deuxième trimestre, bien qu'ils ne représentent que 1,0 % des encours totaux.

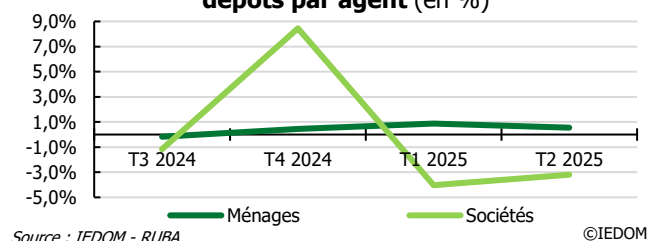
Une épargne plutôt stable

Plutôt orientés à la baisse depuis ce début d'année, les dépôts, tous agents confondus, sont relativement stables au deuxième trimestre (-0,2 % par rapport au trimestre précédent). Ils sont cependant en hausse par rapport au deuxième trimestre 2024 (+1,6 %).

Dans le détail, les encours de dépôts ce trimestre sont en légère hausse pour les ménages (+0,6 %) tandis qu'ils reculent pour les entreprises (-3,2 %). Les dépôts des autres agents (dont les collectivités locales et administrations publiques), bien que minoritaires (5,8 % des encours totaux), augmentent également (+3,9 %).

Cette mince progression chez les ménages est principalement attribuable à la hausse des dépôts à vue (+1,5). À l'inverse, les entreprises semblent privilégier les placements à long terme (+4,2 %), au détriment des placements liquides (-2,5 %) et des dépôts à vue (-3,7 %), mobilisables à court terme. Ces derniers représentent néanmoins plus de deux tiers de leurs encours. Cette baisse des placements à court terme pourrait traduire de possibles tensions de trésorerie, ou d'une utilisation de cette trésorerie pour des financements de nouveaux investissements.

Évolution trimestrielle des encours de dépôts par agent (en %)



³ Les données relatives aux encours de crédits et de dépôts présentées ici tiennent uniquement compte des établissements de crédit installés localement. Pour autant, d'autres établissements interviennent en Martinique ; les annexes statistiques comptabilisent également leurs données (la collecte s'est enrichie de nouveaux établissements sur le premier semestre 2025, ce qui induirait un biais dans l'analyse des données du périmètre complet).

Caraïbes (hors Haïti) : une dynamique positive et des projets dans le secteur de l'énergie

Le PIB **jamaïcain** a progressé de 0,8 % au 1^{er} trimestre 2025 par rapport à la même période en 2024, porté par une demande extérieure soutenue et une amélioration de l'emploi. La croissance attendue pour le 2^{ème} trimestre est estimée entre 0,5 % et 1,5 %. La Banque de Jamaïque maintient son taux directeur à 5,75 % pour contenir l'inflation dans sa cible de 4 à 6 %. Le pays a rejoint la Banque africaine d'import-export, Afreximbank, début juillet, devenant le 13^{ème} membre de la CARICOM à y adhérer. Cette institution permet aux États de la Caraïbe de bénéficier de financements pour leurs projets de développement, de renforcer leurs échanges commerciaux avec l'Afrique et de s'inscrire dans une dynamique de coopération Sud-Sud.

Concernant **Trinité-et-Tobago**, la croissance du PIB devrait atteindre 2,8 % en 2025 et 2,5 % à moyen terme grâce à l'augmentation de la production pétrolière. Deux projets d'exploitation de gaz naturel sont en développement et devraient être opérationnels d'ici 2027, ce qui stimulera davantage le secteur énergétique.

L'économie de la **Grenade** connaît une reprise, avec une croissance réelle prévue à 3,9 % en 2025, soutenue par un tourisme dynamique. L'inflation reste modérée autour de 1,3 %. Dans ce contexte, la Commission de Régulation des Services Publics (PURC) et le Rocky Mountain Institute (RMI) viennent de signer un protocole pour lancer le Grenada Renewable Energy Project, qui prévoit la construction de la première centrale photovoltaïque industrielle de l'île. Un financement de 35,4 millions de dollars signé avec la Banque mondiale appuie cette transformation énergétique.

Sur le plan énergétique, concernant les **Bahamas**, la Banque de développement d'Amérique latine et des Caraïbes (CAF), dont les Bahamas sont devenus actionnaires en novembre 2024, a approuvé un prêt de 100 millions de dollars destiné à soutenir la mise en œuvre de la nouvelle politique énergétique nationale 2025-2030.

S'agissant d'**Haïti**, le PIB devrait se contracter de 2,2 % en 2025 selon le FMI. L'incertitude politique et la violence des gangs pèsent sur l'investissement privé tandis que la forte inflation freine la consommation. Le 13 juin, à l'occasion du sommet Brésil-Caraïbes, la Banque Interaméricaine de Développement a annoncé une contribution à hauteur de 283 millions de dollars pour financer des projets de développement dans le pays.

Sources : FMI, The Planning Institute of Jamaica, Banque mondiale, The Caribbean Development Bank, Banque Interaméricaine de Développement, DG Trésor – service économique régional de Mexico

Une économie résiliente en dépit d'incertitudes persistantes

Le FMI maintient les anticipations de reflux de l'inflation mondiale pour 2025 et 2026. Ces anticipations s'élèvent à 4,2 % en 2025, soit 0,1 point de pourcentage en-deçà des estimations communiquées en avril, puis à 3,6 % en 2026, chiffre stable. Cette apparente stabilité cache toutefois des situations contrastées ; les États-Unis pourraient subir un taux d'inflation plus élevé suite à la mise en place des nouveaux droits de douane.

Le FMI a revu à la hausse ses prévisions de croissance aux États-Unis. Le PIB progresserait de 1,9 % en 2025 et 2,0 % en 2026 aux États-Unis, contre des estimations de 1,8 % et 1,7 % en avril 2025. Ce regain d'optimisme procède de l'établissement des nouveaux droits de douane à des niveaux inférieurs à ceux anticipés et d'un assouplissement des conditions de financement aux États-Unis.

Le FMI a revu à la hausse ses prévisions de croissance pour la zone Euro en 2025. Celles-ci s'élèvent à 1,0 % contre 0,8 % dans les projections communiquées en avril 2025. Les projections pour 2026 sont stables, à 1,2 %. Cette réévaluation est portée par les bonnes performances de l'économie irlandaise, toutefois peu représentative de l'ensemble de la zone, et par la hausse des anticipations de dépenses dans le secteur de la défense.

En France, le deuxième trimestre 2025 est marqué par une légère accélération de la croissance du PIB, à 0,3 %, contre 0,1 % au premier trimestre, selon les estimations de l'Insee. Cette accélération se fait notamment à la faveur d'un léger rebond de la consommation des ménages. Après s'être établi à -0,3 % au premier trimestre, celle-ci est revenue en territoire positif et s'établit à +0,1 %. La Banque de France a légèrement revu à la baisse ses anticipations de croissance, à +0,6 % pour l'exercice 2025, suivi d'une accélération en 2026, à +1,0 %.

Au Japon, la vigueur de l'investissement privé atténuée la faiblesse des exportations et de la consommation des ménages. Le FMI a ainsi révisé légèrement à la hausse ses anticipations de croissance de l'économie nippone pour 2025, à 0,7 %, contre 0,6 % en avril. Ces projections restent toutefois inférieures aux prévisions communiquées en janvier 2025, à 1,1 %.

Le FMI a révisé à la hausse ses anticipations de croissance dans les pays émergents. À la faveur d'une activité plus soutenue qu'escomptée et de la réduction des droits de douane mis en place par les États-Unis, la Chine voit ainsi ses prévisions de croissance pour 2025 réévaluées à 4,8 %, contre 4,0 % en avril 2025. L'Inde bénéficie également d'une révision à la hausse de ses prévisions de croissance pour 2025, à 6,4 %, contre 6,2 % en avril. Le FMI maintient ses anticipations de croissance pour les économies d'Afrique subsaharienne, du Moyen Orient et d'Asie Centrale en 2025, tandis que celles des pays émergents d'Europe sont revues à la baisse.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : **P. CROISSANDEAU** ■ Responsable de la rédaction : **A. BOILEAU**

Rédaction : **C. LUIS** ■ Participation aux travaux : **A. BUSCAGLIA, A. CARIOU, E. COYAN**